



## **PREFET DE LA REGION HAUTS-DE-FRANCE**

-----  
**SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**  
-----

Plate-forme Régionale des Achats des Hauts-de-France  
12, rue Jean sans Peur  
59 039 Lille cedex

### **Règlement de la Consultation**

#### **Réservation de places en structure d'accueil de la petite enfance pour les fonctionnaires de l'Etat en région Hauts-de-France**

Accord cadre multi-attributaires à bons de commandes

1<sup>er</sup> septembre 2027 au 31 août 2031

Référence de la consultation : PFRA\_HDF\_2027\_Creches

Date et heure limites de remise des plis (voie dématérialisée uniquement) :  
**Le Lundi 15 juin 2026 – 12h00**

## **TABLE DES MATIERES**

Acheteur.....	3
Objet et caractéristiques de l'accord cadre.....	3
Objet de l'accord-cadre.....	3
Modalités d'exécution des commandes.....	3
Lieu d'exécution des prestations.....	3
Durée de validité de l'accord cadre.....	3
Procédure.....	4
Allotissement.....	4
Délai de validité des offres.....	6
Conditions relatives à l'accord cadre.....	6
Sous-traitance.....	6
Forme juridique du groupement d'opérateurs économiques titulaire du marché.....	6
Bons de commandes.....	6
Contenu du dossier de consultation des entreprises.....	6
Modalités de retrait du dossier de consultation.....	6
Possibilités de modification de détail du dossier de consultation des entreprises.....	7
Renseignements complémentaires.....	7
Modalités de constitution et remise des candidatures et offres.....	7
Contenu des plis et présentation.....	7
Modalités de dépôt des plis.....	8
Dépôt des offres dématérialisées.....	8
Critères de sélection des offres.....	9
Négociation.....	9
Attestations en cours d'exécution du marché.....	9
Litiges et contentieux.....	10
Contact.....	10

## ACHETEUR

### **Monsieur le Préfet de la région Hauts-de-France**

12, rue Jean sans Peur - 59039 LILLE CEDEX

Représenté par M. le secrétaire général pour les affaires régionales (**SGAR Hauts-de-France**).

La personne publique habilitée à signer et notifier le marché est le Préfet et, par délégation, le Secrétaire général pour les affaires régionales de la région Hauts-de-France, agissant au nom et pour le compte de la Section Régionale Interministérielle d'Action Sociale des Hauts-de-France. Cette structure partenariale interministérielle mène des actions à destination de l'ensemble des agents de la Fonction Publique d'État en région, en complément de l'action sociale proposée par chaque ministère.

**Le pouvoir adjudicateur est représenté par le Directeur de la plate-forme régionale des achats (PFRA).**

## OBJET ET CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD CADRE

### *Objet de l'accord-cadre*

Une consultation est lancée en vue de la passation d'un accord cadre à bons de commandes ayant pour objet la réservation de berceaux dans une ou plusieurs structures d'accueil collectif de la petite enfance située(s) dans la région Hauts-de-France pouvant accueillir des enfants d'agents de l'Etat âgés de 2 mois et demi à moins de 4 ans.

Le marché est alloté géographiquement.

Ce dispositif doit permettre la réservation d'au moins **494** places d'accueil dès le 1er septembre 2027.

Le maximum sera de 988 places sur la durée totale du marché – Se référer au tableau des lots détaillés en annexe 3.

### *Modalités d'exécution des commandes*

Pour chacun des lots avec des berceaux à pourvoir, un bon de commande sera réalisé annuellement par la personne publique dans le cadre de l'exécution du marché.

Le nombre de places réservées par le biais de chaque bon de commande pourra être augmenté en cours d'année par un marché de prestations similaires.

Dans le cas de demandes de berceaux supplémentaires en cours d'année, et si les Titulaires des marchés sont en mesure de proposer des berceaux disponibles, l'attribution se fera selon les taux d'occupation au sein des structures.

Dans le cas où les Titulaires des marchés ne sont pas en mesure de proposer des berceaux disponibles, il sera fait appel aux prestataires ayant proposé une offre mais auxquels aucun berceau n'aura été attribué lors de la notification. Il leur sera fait appel dans l'ordre du classement des offres.

### *Lieu d'exécution des prestations*

Les marchés sont exécutés dans la région Hauts-de-France.

Voir détail des lots ci-après dans « Allotissement ».

## DURÉE DE VALIDITÉ DE L'ACCORD CADRE

L'accord cadre est conclu pour une durée de 24 mois ferme à compter du 1er septembre 2027, reconductible tacitement 2 fois pour une période de 12 mois. La durée totale du marché ne pourra excéder 48 mois.

## PROCÉDURE

Le marché est passé selon une procédure adaptée conformément à l'article R-2123-1 du Code de la Commande Publique.

Le marché est un accord-cadre multi-attributaires à bons de commandes.

## ALLOTISSEMENT

Le marché est organisé en lots géographiques. Chaque lot est attribué à un ou plusieurs titulaires selon le nombre de places proposées.

Le nombre de places à pourvoir à minima pour chacun des lots est mentionné dans le tableau ci-dessous. Il s'agit du nombre de places qui seront attribuées lors de la notification *des marchés à une ou plusieurs structures selon l'ordre de classement et le nombre de places proposées par chaque structure. **L'Acte d'engagement mentionnera le nombre de places retenues lors de la notification pour chaque titulaire.***

Ce nombre correspond au nombre minima de places à couvrir dès le 1er septembre 2027.

La mise à disposition de places d'accueil est répartie en 43 lots géographiques (voir Annexe 3 avec liste détaillée des lots + Carte géographique des lots en annexe au DCE) :

département	N° lot	Intitulé du lot : Territoires	Nombre de berceaux/lot marché 2027	Nombre de berceaux maximum / durée du marché
02	01	CC du Pays du Vermandois, CC du Saint-Quentinois, CC Chauny Tergnier La Fère, CC du Val de l'Oise, CC Thiérache Sambre et Oise, CC de la Thiérache du Centre, CC des Trois Rivières, CC du pays de la Serre, CC des portes de la Thiérache	7	14
	02	CA du Pays de Laon, CC Picardie des Châteaux, CC du Chemin des Dames, CC de la Champagne Picarde	6	12
	03	CC Retz en Valois, Grand Soissons Agglomération, CC du Canton d'Oulchy le Château, CC du Val de l'Aisne	6	12
	04	CA de la Région de Château Thierry, CC du Canton de Charly sur Marne	6	12
59	05	CC coeur de l'Avesnois, CC du Sud de l'Avesnois,	12	24
	06	CA du Douaisis,	27	54
	07	CC pevele carembault, CC coeur Ostrevent + commune de Baisieux	12	24
	08	Lille : St Maurice Pellevoisin – Fives	18	36
	09	Lille centre	30	60
	10	Vieux Lille – Lille Vauban	10	20
	11	Lille Bois Blanc – Lille faubourg de Béthune Communes de Loos, Sequedin, Lomme, Lambersart	14	28
	12	Lille Wazemmes - Lille sud – Lille Moulins	27	54
	13	CA Valenciennes métropoles <u>sauf valenciennes</u> , CC porte du Hainaut	6	12
	14	Commune de Valenciennes	12	24
	15	CA du Cambrésis, CC osartis Marquion, CC caudresis et du Catesis, CC du sud Artois	10	20
	16	Commune de Dunkerque	18	36
	17	CC de Flandres intérieur, CC flandres lys	3	6
	18	CU de Dunkerque ( <u>sans Dunkerque</u> ), CC des Hauts de Flandre,	6	12
	19	CA de Maubeuge, CC du pays de Mormal, CC du Solesmois	3	6
	20	Villeneuve D'Ascq (quartiers Hôtel-de-Ville, Hempemont, Pont-de- Bois, Résidence, Poste, Haute-Borne, Triolo, Ascq, Annapes, Rigaude) Sainghin en Mélantois	5	10
	21	Villeneuve D'Ascq (quartiers Le Sars, Flers, Pilaterie, Cité Scientifique, Château, Cousinerie, Les Prés, Sart-Babylone) Mons-En- Baroeul	5	10
	22	Communes de Marcq en Baroeul, La Madeleine	13	26
	23	Wasquehal	18	36
	24	Communes de Croix et Roubaix	3	6
	25	Communes de Tourcoing et Roncq	3	6
	26	Communes de Marquette-lez-Lille et Wambrechies	10	20
	27	Communes de Ronchin, Faches Thumesnil et Vendeville	6	12
60	28	CA du Beauvaisis, CC du Pays de Bray,	30	60
	29	CC de Vexin-Thelle, CC des Sablons	3	6
	30	CC du Thelloise, CC du Clermontois, CC du Liancourtois, CA Creil Sud Oise, CC du Pays Oise et Halatte, CC de la Plaine d'Estrées, CC du Plateau Picard, CC de l'Oise Picarde	15	30
	31	CC Senlis Sud Oise, CC de l'Aire Cantilienne, CC du Pays de Valois	6	12
	32	CA de la Région de Compiègne de de la Basse Automne, CC des lisières de l'Oise, CC des deux Vallées, CC du Pays des Sources, CC du Noyonnais	7	14
62	33	CA de Lens-Liévin, CA hénin Carvin, CC de la Haute-Deule	10	20
	34	Communauté urbaine d'Arras sans la ville d'Arras	3	6
	35	Arras	15	30
	36	CA de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane	8	16
	37	Communauté d'agglomération de Calais « Cap Calaisais »	18	36
	38	CA du Boulonnais, CA des deux baies en Montreuillois CA du pays de Saint Omer, CC du pays de Lumbres	6	12
80	39	CC Amiens Métropole Est	59	118
	40	CC Amiens Métropole Ouest	7	14
	41	CA de la Baie de Somme, CC du Ponthieu Marquenterre, CC du Vimeu, CC des Villes Soeurs, CC interrégionale Aumale – Blangy-sur-Bresle	5	10
	42	CC Somme Sud-Ouest, CC Nièvre et Somme, CC du Territoire Nord CC de la Picardie Verte,	3	6
	43	CC du Pays du Coquelicot, CC du Val de Somme, CC Terre de Picardie, CC Avre Luce Noye, CC du Grand Roye, CC de la Haute Somme, CC de l'Est de la Somme	3	6
			494	988

Les soumissionnaires sont libres de présenter une offre pour chacun des lots.

Le nombre de lot qui pourra être attribué à un même soumissionnaire n'est pas limité.

## DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le candidat est tenu de maintenir son offre pendant 190 jours à compter de la date limite de remise des plis.

## CONDITIONS RELATIVES À L'ACCORD CADRE

### *Sous-traitance*

Aucune sous-traitance ne peut être envisagée pour les prestations objet du marché.

### *Forme juridique du groupement d'opérateurs économiques titulaire du marché*

Les candidats peuvent se présenter individuellement ou en groupement. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire ou membre de plus d'un groupement pour un même lot. Le groupement doit fournir une habilitation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1).

Les groupements titulaires devront être solidaires OU conjoints avec mandataire solidaire.

L'un des prestataires membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

### *Bons de commandes*

Lors de la survenance des besoins, émission de bons de commandes : les attributaires sont sollicités par bons de commandes, tout au long de la durée de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commandes sont émis par la Plateforme Régionale des Ressources Humaines (PFRH) qui suit l'exécution des prestations.

## CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

- Le cadre de l'acte d'engagement (ATTRI1) ;
- Le CCP de l'accord cadre ;
- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- Le cadre de réponse du questionnaire de Valeur Technique ;
- Le bordereau de prix unitaires ;
- L'annexe 1 - Récapitulatif des pièces d'offres à remettre ;
- L'annexe 2 – Le barème de facturation ;
- L'annexe 3 – Liste des lots géographiques détaillée (**ALERTE : veiller à répondre au bon lot : vigilance sur les territoires et villes associées figurant sur cette annexe 3**) ;
- L'annexe 4 – Tableau d'occupation des berceaux Type (**qui devra être obligatoirement joint à toute facture sous peine de rejet des demandes de paiement**) ;
- La carte géographique des lots

### *Modalités de retrait du dossier de consultation*

Les documents sont accessibles par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) .

L'attention du candidat est appelée sur le fait qu'il lui appartient de **s'inscrire sur la plate-forme** pour pouvoir être informé des questions réponses des candidats et des éventuelles modifications qui pourraient être apportées au dossier de consultation des entreprises.

### ***Possibilités de modification de détail du dossier de consultation des entreprises***

Le pouvoir adjudicateur pourra apporter des modifications de détail aux documents de la consultation au plus tard **6 jours** avant la date de remise des offres.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres

Ces modifications sont mises en ligne sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

### ***Renseignements complémentaires***

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Les questions et les demandes de renseignements complémentaires seront reçues **jusqu'au 10<sup>ème</sup> jour** avant la date limite de remise des offres et les réponses seront communiquées aux candidats au plus tard **6 jours** avant la date limite fixée pour la réception des offres.

## **MODALITÉS DE CONSTITUTION ET REMISE DES CANDIDATURES ET OFFRES**

### ***Contenu des plis et présentation***

### **Pièces à fournir au titre de la candidature**

Afin de simplifier l'accès des entreprises à la commande publique, il n'est exigé de remplir que l'encart « Déclaration sur l'honneur » prévu à l'acte d'engagement. Les candidats ne doivent remettre aucune autre pièce.

Seul l'attributaire sera sollicité avant notification pour les vérifications de candidature.

### **Pièces à fournir au titre de l'offre**

Le dossier d'offre (cf. annexe 1 – récapitulatif des pièces d'offres à remettre) doit comporter :

1	L'acte d'engagement (ATTRI1) à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat ;
2	Le bordereau des prix unitaires (BPU) – Annexe à l'acte d'engagement ; en format électronique dûment renseigné ;
3	Les Agréments de la PMI et de la CAF pour percevoir la Prestation de Service Unique (PSU), en cours de validité ;
4	Le cadre de réponse du questionnaire de Valeur Technique complété + Joindre à l'offre l'ensemble des éléments qui sont demandés au questionnaire (justificatifs notamment pour le critère 11 « richesse des activités proposées »)
5	Si crèche municipale et/ou si crèche avec une délégation de service public : fournir la délibération du conseil municipal qui autorise la commercialisation des places sur l'ensemble de la durée du marché (le nombre de place couvert par cette autorisation doit être précisé dans la délibération)
6	Si la structure est locataire : fournir le bail des locaux ou l'autorisation d'exploiter pendant la durée du marché (en cas de rupture de bail : perte du marché pour la structure)
7	Plan de masse de la structure (superficies intérieur et extérieur, si incapacité fournir le plan de

	sécurité incendie)
<b>8</b>	Diplômes des personnels employés par la structure
<b>9</b>	Règlement intérieur de la structure
<b>10</b>	Contrat de travail des personnels recrutés par mesure d'insertion sociale

L'analyse des offres se fera suivant les critères définis au règlement de la consultation.

**Aucune autre pièce n'est à remettre à l'appui de l'offre.**

### ***Modalités de dépôt des plis***

Les plis doivent être transmis par voie électronique uniquement.

#### **Par voie électronique**

Le dépôt électronique des plis s'effectue sur le site PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le candidat qui effectue une transmission électronique peut fournir une copie de sauvegarde de son offre, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie de sauvegarde doit alors être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde » ainsi que les coordonnées du candidat. *Ce formalisme n'est pas obligatoire, mais fortement conseillé en cas d'aléa technique ne permettant pas l'ouverture de l'offre dématérialisée.*

En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Les candidats trouveront sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

#### **Sur support papier**

AUCUNE remise d'offres papier ne sera acceptée.

-

### ***Dépôt des offres dématérialisées***

Les candidats ont la possibilité de poser des questions au pouvoir adjudicateur sur le dossier de consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue au pouvoir adjudicateur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr), ne sont pas traités comme des courriels indésirables.



## CRITÈRES DE SÉLECTION DES OFFRES

Les offres seront classées selon les critères d'attribution suivants :

Critères et sous-critères	Pondération
<b>Prix - évalué à partir du Bordereau de Prix Unitaires joint à la consultation</b>	<b>60%</b>
<b>Valeur technique - Se référer au questionnaire de valeur technique joint à la consultation qui reprend les 3 axes suivants :</b>	<b>40%</b>
Qualité du service	25%
Qualité de la structure	10%
Qualité du projet d'éveil	5%

## NÉGOCIATION

Une négociation pourra se dérouler entre la PFRA et les candidats dont l'offre n'aura pas été déclarée inappropriée.

Si tel est le cas, la négociation pourra porter sur l'ensemble des caractéristiques financières et techniques de l'offre des candidats et permettra de clarifier et/ou détailler si besoin des éléments de leur offre.

La traçabilité de la négociation sera faite par écrit, via la plateforme PLACE, ou par mail en cas de non fonctionnement de la plateforme.

Un courriel invitera les candidats à remettre au pouvoir adjudicateur leur meilleure offre dans un document intitulé "acte d'engagement après négociation" intégrant les éléments de cette négociation.

Le pouvoir adjudicateur classera les offres des candidats à partir d'un rapport reprenant les critères de jugement des offres décrits au présent règlement de consultation. Le marché sera attribué dans l'ordre de classement, dans la limite du nombre de berceaux pourvus.

## ATTESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Le titulaire produit, **tous les ans** les attestations fiscales et sociales et **tous les six mois**, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces (travail dissimulé) prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail.

**La PFRA Hauts-de-France** vous simplifie cette formalité en mettant à votre disposition gratuitement une plate-forme. Ces documents sont déposés par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>  
Vous êtes alertés automatiquement des mises à jour à effectuer.



## LITIGES ET CONTENTIEUX

Les modalités de règlement amiable des différends sont prévues au CCAG visé par le présent marché. Avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties sont invitées à mettre en place une médiation en saisissant directement le Médiateur des marchés publics selon les modalités précisées sur le site : [www.mediation-des-marches-publics.fr](http://www.mediation-des-marches-publics.fr)

En cas de litige, et après échec de la médiation, le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents. En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du présent marché, le juge du tribunal administratif de Lille, territorialement compétent, est seul saisi du litige juridictionnel.

La juridiction compétente est le tribunal administratif de Lille dont les coordonnées sont les suivantes:

**Tribunal administratif de Lille**  
**5 rue Geoffroy Saint-Hilaire**  
**CS 62039**  
**59014 Lille Cedex**

### Voies et délais de recours contentieux :

- Référé précontractuel (article L 551-1 du CJA), la requête devant être introduite avant la signature du contrat notamment par les candidats évincés et potentiels ;

- Référé contractuel (article L 551-13 du CJA) dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution (ou, à défaut d'un tel avis, dans un délai de 6 mois à compter de la conclusion du contrat) ;

- Recours en contestation de validité du contrat et des actes détachables du contrat préalable à sa conclusion (recours de pleine juridiction prévu par la décision CE Ass, 4 avril 2014, Département de Tarn-et-Garonne, n°358994) par tout tiers sans considération de sa qualité susceptible d'être lésé dans ses intérêts. Ce recours est assorti, le cas échéant de conclusions indemnitaires pouvant intervenir après sa formation. Il doit être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publicité de la conclusion du marché ;

- Recours pour excès de pouvoir (article R 421-1 et suivants du CJA) dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision attaquée (son champ est restreint depuis la décision Département de Tarn et Garonne de 2014).

## CONTACT

Afin d'assurer la traçabilité des échanges, les demandes doivent se faire via la plateforme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

En cas de besoin, et au préalable d'une régularisation de la question sur la plateforme PLACE, vous pouvez contacter Mme VAN EGROO au 03.20.30.51.77.